

## La crise dans le travail social, terrain favorable à la prostitution des mineures placées

L'exploitation sexuelle des mineures représente 59 % de la prostitution. Tous les enfants placés à l'aide sociale à l'enfance ne sont pas concernés par ce phénomène, mais la fragilité de leur situation et leur profil abandonnique en font des cibles pour les prédateurs. Et les réponses éducatives peinent à suivre.



Illustration : Éric C.

Par Myriam Léon., le 18 Juin 2025

Lien : <https://marsactu.fr/la-crise-dans-le-travail-social-terrain-favorable-a-la-prostitution-des-mineures-placees/>

Le 21 juin 2024, Frédérique\* sort du tribunal pénal de Marseille un demi-sourire aux lèvres. Quinze ans, très mince, maquillée avec soin, elle vient de témoigner contre un quinquagénaire, bien inséré dans la société. Ce monsieur Tout-le-monde comparait devant le tribunal correctionnel pour avoir eu des relations sexuelles tarifées avec elle, quand elle n'avait que quatorze ans. Fait rare, placée dans un foyer de l'aide sociale à l'enfance, l'adolescente a porté plainte.

Il l'a rencontrée sur Coco [site de conversations sans modération, interdit en France depuis juin 2024, NDLR]. Il se disait docteur. En réalité, il est éducateur spécialisé et a découvert Coco dans le cadre d'une formation sur les dangers de la traite en ligne. Après avoir nié connaître Frédérique, il admet, lors de sa garde à vue, l'avoir rencontrée. Cependant, il minimise les faits, parle de massages. Pourtant, l'examen des échanges téléphoniques laisse peu de place au doute. Parmi les 163 messages échangés entre Frédérique et Samir L., certains sont crûment explicites : "J'aurais besoin d'argent, tu veux quoi en échange ?", "Te baiser" / "Je t'achète, je te baise et je te ramène" / "100 + 150 si sans tabou" / "Toi tu prendras CC [cocaïne] et moi fumette"...

"Travaille bien !"

D'après la loi du 21 avril 2021, "toute relation sexuelle entre un majeur et un mineur de moins de quinze ans est un viol". Si Samir L. échappe aux assises, c'est que "Frédérique ne souhaite pas s'engager dans cinq ans de procédures, elle veut tourner la page et se reconstruire, explique son avocat, Daniel Ruimy. Elle témoigne pour devenir un exemple, alors qu'il y a un phénomène inquiétant de prostitution de mineures et de clients qui les sollicitent". Le prévenu s'en tire avec dix-huit mois de prison, dont douze ferme à effectuer sous bracelet électronique, et l'interdiction d'exercer auprès de mineurs pendant dix ans. Il conserve toutefois son poste de cadre pour l'association Sara Logisol. "Puisque vous n'êtes pas en contact de mineurs", croit savoir la juge.

De son côté, Frédérique sort de cette épreuve avec la satisfaction d'être reconnue victime et saluée pour son courage. Après cette réparation toute relative, elle retourne dans ce foyer, où elle a été contrainte de se prostituer par trois filles. Dans le hall du palais de justice, son accompagnatrice tient à garder sous silence le nom de cette maison d'enfants à caractère social (Mecs) gérée par l'association ARS 13. Elle oublie que le Peps (parcours éducatif et psychosocial) a été nommé pendant l'audience et décrit comme un "bordel". Lors de sa déposition, Frédérique a d'ailleurs cette phrase symptomatique : "Quand je sortais habillée court et maquillée, l'éducatrice me disait « travaille bien ! »." Une banalisation et un renoncement qui se jouent à huis clos, souvent couverts par une omerta ancrée dans l'héritage religieux des institutions.

*"Le sujet est trop grave pour continuer à se taire, objecte Marie-Zénaïde Chaillet, éducatrice spécialisée. En 2021, j'ai choisi d'en faire le thème de mon mémoire parce que la Mecs où je faisais mon stage d'un an vivait ce phénomène et était même réputée pour ça. Depuis, j'ai vu qu'il y a de la prostitution dans tous les établissements. Ces jeunes filles ont besoin d'attention, de considération, même si ça vient d'un client." À 28 ans, l'éducatrice poursuit sa carrière dans la protection de l'enfance... en Suisse. "En France, j'ai constaté des lignes budgétaires qui se réduisent et des conditions d'accueil qui se dégradent. J'ai effectué des missions où je me retrouvais seule avec dix jeunes que je ne connaissais pas. L'État doit opérer une profonde réforme de la protection de l'enfance."*

#### Fuite des éducateurs

Actuellement, elle parvient mal à protéger. L'entrée dans le système de la protection de l'enfance double même le risque d'être victime d'exploitation sexuelle, d'après une étude de la chercheuse en psychologie Nadine Proia-Lelouey et de la sociologue Gillonne Desquesnes, publiée en avril 2024. Cela s'explique parce que ces enfants au profil abandonnique cumulent les vulnérabilités, qu'il peut y avoir un phénomène d'entraînement entre pairs et que la crise du recrutement facilite le travail des prédateurs. Les éducateurs sont sous-payés et, quand ils lancent l'alerte, ça se retourne contre eux. Pour ne pas devenir maltraitants et se retrouver dans la non-assistance à personne en danger, ils démissionnent.

#### Une éducatrice

*"J'ai fait de l'Intérim pendant sept ans ; à chaque mission, je me retrouvais avec des travailleurs sociaux non formés, s'insurge une éducatrice sous couvert d'anonymat. Les éduc spé fuient l'aide sociale à l'enfance. Normal, ils sont sous-payés, doivent bricoler avec un manque de moyens chronique et, quand ils lancent l'alerte, ça se retourne contre eux. Pour ne pas devenir maltraitants et se retrouver dans la non-assistance à personne en danger, ils démissionnent." Afin d'enrayer cette mécanique, cette professionnelle préconise un changement radical de prise en charge : "Il faut développer les services sociaux auprès des familles pour trouver des solutions en assurant un suivi renforcé par des éducateurs diplômés sous l'égide du ministère de la Justice. Le placement doit être un ultime recours."*

#### "Beaucoup de Dénî"

En attendant, dans un appartement du centre-ville, l'Amicale du nid, association spécialisée dans l'accompagnement des personnes en situation de prostitution, propose un accueil de jour pour les mineur-e-s. Constitué en 2020, à la suite des demandes de l'aide sociale à l'enfance, ce service accompagne des victimes et sensibilise des équipes de travailleurs sociaux. L'objectif est qu'elles soient capables d'entendre et de croire des histoires qui touchent à l'intimité, pour ensuite mettre des mots sur le sujet, travailler la prévention et la réduction des risques. "Il y a beaucoup de déni autour de ces situations de la part des victimes comme des travailleurs sociaux, constate Charlene Venzal, assistante sociale et formatrice. Plus les professionnels sont formés, plus ils voient et peuvent accompagner les jeunes. Le problème, c'est le turnover dans les équipes."

À 33 ans, mise à mal par son institution, Matilde\* a quitté l'aide sociale à l'enfance pour s'orienter vers le handicap. Pourtant, l'éducatrice aimait accompagner les adolescentes et avait bénéficié, dans une première structure, de la formation de l'Amicale du nid. "Au début, mon expérience a été valorisée, puis je me suis heurtée à une direction et une équipe pas trop OK pour voir le problème, dès les premiers signes. Accompagner des situations de prostitution, ça demande de se déconstruire, or la lutte contre le patriarcat, le féminisme, c'était compliqué pour mes collègues. Pour eux, la prostitution, c'est aller dans un hôtel et se faire payer pour avoir un rapport sexuel. C'est confortable de penser ça, mais les pratiques prostitutionnelles que j'ai vues, ça se passait la journée avec des passes dans des cages d'escalier", témoigne-t-elle.

#### Rapport dissocié au corps

*L'argent n'est pas la motivation première, elles cherchent la protection, la réappropriation de ce qui leur arrive.*

#### L'assistante sociale de l'Amicale du Nid

La libération de la parole, la prise de conscience du problème peut prendre trois mois, comme un an. Tout repose sur le maintien du lien, le non-jugement, l'accueil inconditionnel. "J'ai suivi une jeune qui me parlait de ses clients. Dans son esprit, ce n'était pas grave, elle avait subi tellement de choses innommables auparavant qu'elle avait un rapport au corps totalement dissocié. Pour avancer, il a fallu attendre qu'elle admette que la prostitution pouvait l'impacter dans sa chair et dans son cerveau", souligne encore l'éducatrice. Parmi les victimes de prostitution, 59 % sont mineures, très majoritairement des filles, avec un âge moyen d'entrée en prostitution de treize ans. "100 % de nos suivies ont vécu des agressions sexuelles ou des viols avant l'âge de quinze ans, sans jamais avoir été reconnues comme victimes, précise l'assistante sociale de l'Amicale du nid. L'argent n'est pas la motivation première, elles cherchent la protection, la réappropriation de ce qui leur arrive, une place dans la société."

Une place aisément trouvée sur les réseaux sociaux. Depuis l'interdiction de Coco en France, le site Bounty, qui se présente comme un "tchat coquin", a pris la relève. Il suffit de créer un compte du genre "*À croquer, femme, 18 ans*". Dans la minute, une trentaine d'hommes âgés de trente à soixante ans gratifient d'un "*coucou*" en retour. Et si on avoue avoir treize ans pendant le tchat, la réponse fuse : "*C'est ça qui m'excite.*" Sur les sites d'"escorte", comme Sexemodel, l'interdiction aux moins de dix-huit ans n'empêche en rien les photos de profil de gamines hypersexualisées. Outre les failles de la protection de l'enfance, l'éducation sexuelle à base de pornographie encourage l'exploitation sexuelle. Et tend, elle aussi, à l'uberisation du proxénétisme et de la pédocriminalité.

\* Le prénom a été modifié